

Mesures de la pauvreté et impact de la crise économique en
Afrique Occidentale et Centrale : Brève introduction à la
seconde partie du dossier

Quentin Wodon*

Résumé

Dans la première partie de ce dossier consacré aux estimations et profils de la pauvreté dans les pays d'Afrique Occidentale et Centrale, sept études de cas pour le Burkina Faso, le Cameroun, le Gabon, la Guinée, le Mali, la République du Congo, et le Sénégal furent présentées (voir Perspective Afrique, Volume 4). Cette seconde partie du dossier inclut huit études additionnelles : une par pays pour le Burkina Faso, le Cap-Vert, la Guinée et le Libéria et deux par pays pour la République Centre-Africaine et le Sénégal. Comme ce fut le cas pour la première partie du dossier, l'objectif de la publication est modeste : rendre plus facilement accessible ces estimations, ainsi que les méthodologies utilisées pour les obtenir, de sorte que d'autres puissent s'inspirer de ces travaux pour leurs propres analyses. Etant donné la hausse des prix alimentaires et la crise économique qui a frappé les pays en développement (dont l'Afrique) en 2008-09, deux des huit études font directement référence à l'impact de cette crise.

Mots-clés : Pauvreté ; Crise économique ; Afrique de l'Ouest ; Afrique Centrale

Classification JEL: I32

Poverty Measures and the Impact of the Economic Crisis in West and Central Africa: Brief Introduction to the Second Part of the Special Issue

Abstract

In the first part of this special double issue of Perspective Afrique devoted to estimates and profiles of poverty in West and Central Africa, seven case studies for Burkina Faso, Cameroon, Gabon, Guinea, Mali, the Republic of the Congo, and Senegal were presented (see Perspective Afrique, Volume 4). This second part of the special issue includes eight additional case studies: one each for Burkina Faso, Cape Verde, Guinea and Liberia and two each for the Central African Republic and Senegal. As was the case for the first part, the objective of this publication is modest: make more easily accessible these estimates, as well as the methodologies used, so that others can be informed by this work for their own analysis.. Given the increase in food prices and the economic crisis that hit developing countries (including sub-Saharan Africa) in 2008-09, two of the eight studies are devoted to the impact of the crisis.

Keywords: Poverty; Economic crisis; West Africa; Central Africa

JEL Classification : I32

* Les opinions émises dans cet article n'engagent que leur auteur et ne reflètent pas nécessairement les opinions de la Banque Mondiale, de ses Directeurs Exécutifs ou des pays qu'ils représentent. Le travail à la base de cet article ainsi que le dossier sur la pauvreté en Afrique de l'Ouest et Centrale a bénéficié du soutien des Belgian et Luxemburg Poverty Reduction Partnerships. Certaines parties du travail ont également bénéficié du soutien du Trust Fund for Environmentally and Socially Sustainable Development. L'appui et les commentaires de Yazid Dissou pour la publication de cet article et plus généralement du dossier sur la pauvreté en Afrique de l'Ouest et Centrale sont très appréciés.

1. Introduction

Comme ce fut le cas pour la première partie de ce numéro spécial de *Perspective Afrique* (Volume 4), l'objectif de cette seconde partie du numéro spécial est de rendre plus facilement accessibles une série d'estimations et de profils de la pauvreté réalisés au cours des dernières années pour les pays d'Afrique de l'Ouest et Centrale par une équipe de la Banque mondiale, dans de nombreux cas en collaboration avec des équipes des pays, dont les Instituts Nationaux de la Statistique et les unités responsables des Cadres ou Documents Stratégiques de Réduction de la Pauvreté.

Cette seconde partie du numéro spécial comprend huit études pour dont une par pays pour le Burkina Faso, le Cap-Vert, la Guinée, le Libéria, et deux études par pays pour la République Centrafricaine et le Sénégal. Certains de ces pays étaient déjà représentés dans la première partie du numéro spécial, auquel cas les études complémentaires présentées ici comportent soit une mise à jour des estimations de la pauvreté avec des données plus récentes (c'est le cas pour la Guinée), soit une analyse de la pauvreté avec des données et des objectifs différents (c'est le cas pour le Burkina Faso et le Sénégal).

Les études présentées ici sont toutes basées au moins en partie sur les analyses statistiques d'enquêtes nationalement représentatives auprès des ménages. Cependant, plusieurs études (pour le Cap-Vert, la République Centrafricaine et le Sénégal) sont aussi basées sur des informations qualitatives récoltées soit via des groupes de discussion (*focus groups*), soit via des interviews approfondis de certains ménages ou d'autres personnes ayant une bonne connaissance des communautés dans lesquelles les ménages vivent. De plus, si la plupart des études présentent des analyses traditionnelles de la pauvreté sur base de données d'enquêtes en coupe transversale, deux études utilisent des techniques un peu différentes, l'une basée sur des données de panel (pour le Burkina Faso), et l'autre basée sur des indicateurs de bien-être non monétaires (pour le Sénégal).

Le contexte dans lequel cette seconde partie du numéro spécial est publiée est différent de celui qui prévalait lorsque les études de la première partie du dossier ont été préparées. La hausse des prix internationaux des denrées alimentaires en 2008 a eu un impact négatif important sur les pauvres (Ivanic and Martin, 2008 ; Dessus et al., 2008 ;

Wodon et al., 2008 ; Wodon et Zaman, 2010). Les facteurs à la source de cette hausse des prix alimentaires ne sont pas, pour la plupart, temporaires. Il en découle donc qu'il est probable que le problème de la hausse du coût des besoins de base pour les familles en pauvreté sera structurel, même si les prix évolueront au cours du temps. C'est pourquoi deux études incluses dans ce dossier portent sur l'impact de la crise économique, et en particulier de la hausse des prix des aliments sur la pauvreté, afin de suggérer comment cet impact peut être analysé même si de nouvelles enquêtes auprès des ménages ne sont pas toujours disponibles.

Cette introduction présente rapidement les principaux résultats obtenus pour les différentes études, qui ont été regroupées en trois groupes. La section 2 introduit les trois études basées sur l'analyse d'enquêtes auprès des ménages avec les méthodes traditionnelles d'analyse en coupe transversale. La section 3 est consacrée aux trois études étendant quelque peu les analyses traditionnelles de la pauvreté, soit en prenant en compte des résultats qualitatifs, soit en se basant sur des données de panel, soit en utilisant des indicateurs de bien-être non-monétaires. La section 4 présente les deux études consacrées à l'impact de la récente crise économique sur les ménages (avec des analyses ici aussi tant quantitatives que qualitatives). Une brève conclusion suit.

2. Analyses traditionnelles de la pauvreté

Les études sur le Libéria et la Guinée, et la première étude de ce dossier pour la République Centrafricaine sont consacrées à des analyses traditionnelles de la pauvreté en coupe transversale. Ces trois pays ont connu de longues périodes de conflit qui ont contribué à accentuer des niveaux de pauvreté déjà élevés.

Dans le cas du Libéria, l'étude a été préparée pour informer la première Stratégie de Réduction de la Pauvreté du pays, sur base d'une enquête sur les indicateurs essentiels du bien-être réalisée en 2007 par l'Institut des Statistiques et des Services Géo-Informationnels. L'étude s'appuie sur cette enquête pour estimer le niveau de pauvreté dans le pays, fournir un profil de la pauvreté, et analyser les corrélats de la consommation et de la pauvreté au niveau des ménages. Les auteurs estiment qu'un peu moins des deux tiers de la population (63,8 pourcent) se trouvent en situation de pauvreté, ce qui est évidemment très élevé.

Cependant, si les tendances de croissance observées récemment pouvaient se maintenir, la pauvreté pourrait être réduite de manière significative d'ici à 2015. En termes de profil et corrélats de la pauvreté, comme on pouvait s'y attendre, les niveaux de consommation et la probabilité d'être pauvre varient de manière significative entre les ménages en fonction des caractéristiques telles que la situation géographique, le niveau d'éducation et l'emploi du chef du ménage ou de l'épouse, et la taille du ménage.

L'étude pour la République Centrafricaine a aussi été préparée directement pour informer la révision de la première Stratégie de Réduction de la Pauvreté du pays, avec des données de l'enquête centrafricaine pour le suivi-évaluation du bien-être réalisée en 2008 par l'Institut Centrafricain des Statistiques et des Etudes Economiques et sociales. Comme c'est le cas pour le Libéria, les estimations sont obtenues suivant l'approche du coût des besoins de base des ménages. La pauvreté affecte ici aussi près des deux tiers de la population, particulièrement en milieu rural. Parmi les sous-groupes les plus touchés on peut noter les agriculteurs et les ménages dont le chef a un faible niveau d'instruction, ainsi que les ménages dont la taille est élevée. Les régions les moins touchées sont celles de la capitale Bangui et de l'Equateur.

La première partie de ce dossier consacré aux estimations et profils de la pauvreté dans les pays d'Afrique Occidentale et Centrale contenait déjà une étude pour la Guinée, mais qui examinait les données d'enquête de 1994/95 et 2002/03. Une nouvelle enquête auprès des ménages a été réalisée en 2007, et l'étude utilise cette enquête pour mettre à jour les estimations de la pauvreté pour la Guinée. Depuis 2003, le pays est entré dans une crise économique profonde, ce qui a contribué à exacerber la pauvreté qui était déjà importante. Les estimations suggèrent que le pourcentage de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté s'établit à 53,0 pourcent en 2007, par rapport à 49,1 pourcent en 2002/03. Les informations sur les perceptions des ménages confirment que leur situation s'est dégradée, et il est probable que la hausse récente des prix des produits alimentaires a contribué à une augmentation additionnelle des indicateurs de pauvreté. Ce constat assez pessimiste ne doit cependant pas conduire à un fatalisme. La situation économique qui prévaut aujourd'hui est très différente de celle qui a prévalu entre 1994 et 2002, une période pendant laquelle l'économie du pays a enregistré une

forte croissance du PIB par tête. Une analyse comparative des enquêtes réalisées en 1994/95 et 2002/03 conduit à une baisse de la pauvreté de 62,6 pourcent en 1994 à 49,1 pourcent en 2002. Donc si le pays parvenait à mettre fin aux contre-performances économiques enregistrées au cours des dernières années, la pauvreté pourrait à nouveau être réduite.

3. Extensions des analyses traditionnelles

Trois des études présentées dans ce dossier étendent quelque peu les analyses traditionnelles de la pauvreté. La première étude examine l'importance du risque dans la mesure de la pauvreté monétaire rurale au Burkina Faso. L'analyse est basée sur des données longitudinales (de panel) récentes collectées dans le cadre des activités de suivi-évaluation d'un projet financé par la Banque Mondiale et portant sur le développement communautaire dans le pays. Après une première partie de l'étude consacrée aux estimations traditionnelles de la pauvreté pour la période de 2004 à 2006, et aux mouvements de sortie et d'entrée dans la pauvreté entre ces années, la seconde partie de l'étude montre comment l'intégration du risque et de la volatilité des niveaux de consommation dans les mesures de pauvreté tend à les augmenter de façon significative.

Dans le cas de l'étude pour le Cap-Vert, un effort est entrepris pour prendre en compte des résultats qualitatifs et les comparer avec les résultats des analyses de la pauvreté traditionnelles basées sur les enquêtes en coupe transversale. Le Cap-Vert a bénéficié d'une croissance économique rapide au cours des dernières vingt années. Les études existantes indiquent que la part de la population en pauvreté a baissé de 49.0 pourcent en 1988-89 à 36.7 pourcent en 2001-02. Les résultats présentés ici suggèrent une continuation de cette tendance avec 26.6 pourcent de la population en situation de pauvreté en 2007. L'article décrit la méthodologie utilisée pour obtenir ces estimations et présente en outre un profil de la pauvreté selon les caractéristiques des ménages. Les résultats de l'analyse qualitative des perceptions des ménages vis-à-vis de leurs conditions de vie réalisées en 2007 à partir de groupes de discussions et entretiens approfondis suggèrent une certaine convergence avec les résultats de l'analyse quantitative, au sens où de nombreuses personnes ayant participé aux discussions de groupe confirment qu'elles ont bénéficié d'une amélioration de leurs conditions de vie. Mais l'analyse

qualitative révèle aussi une certaine vulnérabilité, en particulier dans le domaine de l'emploi, et surtout pour les jeunes.

Enfin, la première étude portant sur le Sénégal analyse l'évolution de la pauvreté et des conditions de vie des ménages au Sénégal sur base d'enquêtes au cours de la période 2005-2009, avec en perspective l'évaluation de la possibilité pour le pays d'atteindre en 2015 les cibles fixés dans le cadre de certains des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). L'article a été préparé dans le cadre du processus d'évaluation de la stratégie pour la croissance et la réduction de la pauvreté 2006-2010 mis en œuvre au cours des dernières années. Le problème est qu'au moment de cette évaluation, la nouvelle enquête auprès des ménages pour l'évaluation de la pauvreté n'était pas encore disponible, et il a donc fallu recourir à des simulations, ainsi qu'à d'autres bases de données pour donner un aperçu au moins partiel des changements dans les conditions de vie des ménages. Il ressort de l'analyse que malgré les efforts réalisés dans plusieurs domaines, la pauvreté est restée probablement stable entre 2005/06 et 2009, et il est peu probable que le pays atteigne l'objectif de diminution de la pauvreté de moitié dans le cadre des OMD à l'horizon 2015. Il est aussi peu probable que l'objectif de scolarisation universelle soit atteint. En revanche, les résultats sont bons dans d'autres domaines tels que l'accès à l'électricité et à l'eau potable qui semblent progresser. L'accès aux infrastructures de base dans les villages s'est aussi fortement amélioré.

4. Impact sur la pauvreté de la hausse des prix alimentaires

Les deux dernières études de ce dossier sont consacrées à l'impact de la hausse des prix alimentaires et de la récente crise économique sur les ménages.

La première étude de cas porte sur la situation des ménages en République Centrafricaine. L'étude se base à la fois sur une analyse quantitative de la dernière enquête auprès des ménages (la même enquête que celle utilisée pour établir le profil de la pauvreté dans l'autre étude sur la République Centrafricaine incluse dans ce dossier), et une analyse qualitative auprès de groupes de discussion. Trois principales conclusions émergent de l'analyse quantitative. Premièrement, la hausse des prix des denrées alimentaires devrait avoir eu un impact limité sur la plupart des ménages, essentiellement parce qu'une bonne partie de la population ne

consomme pas de quantités importantes des denrées dont les prix ont augmenté sur les marchés mondiaux. Deuxièmement, la majorité des ménages a tendance à être affectée par une grande variété de chocs. Troisièmement, les mécanismes de solidarité sur lesquels les ménages peuvent compter pour faire face aux chocs sont limités. Le travail qualitatif révèle une image un peu différente puisque les groupes de discussion suggèrent que la crise a eu un impact négatif important sur eux. C'est surtout le cas pour les travailleurs du secteur public et des industries d'exportation, les artisans, et les commerçants. Les mauvaises conditions climatiques ont aussi joué un rôle dans la détérioration des conditions de vie des ménages. Les groupes de discussion confirment la faiblesse des mécanismes de solidarité sur lesquels les ménages pouvaient compter en cas de choc. Ainsi, si l'impact de la crise économique et de la hausse des prix alimentaires pourrait avoir été moins sévère en République Centrafricaine que dans d'autres pays en raison de l'isolement relatif du pays des marchés mondiaux, pour les ménages qui ont été affectés par la crise l'impact négatif de la crise a été significatif.

La dernière étude porte sur la situation des ménages au Sénégal en se basant à nouveau à la fois sur une analyse quantitative de données d'enquête auprès des ménages et une analyse qualitative auprès de groupes de discussion. Avant la crise, le Sénégal avait connu une réduction impressionnante de la pauvreté, en tout cas jusqu'en 2005/06, et cela demeure vrai que l'on utilise des mesures objectives de la pauvreté fondées sur la consommation ou les évaluations subjectives des ménages. En dépit de ces progrès, de nombreux ménages disaient cependant toujours n'avoir pas été en mesure de satisfaire bon nombre de leurs besoins de base. Les simulations réalisées pour la présente étude suggèrent que la récente hausse des prix alimentaires et pétroliers a probablement eu un impact négatif important sur la pauvreté. Les données qualitatives recueillies auprès de groupes de discussion et d'entrevues individuelles confirment que les conditions de vie d'une grande partie de la population sont apparemment devenues plus difficiles ces dernières années. De nombreux ménages parlent d'un manque d'activités génératrices de revenus ainsi que des menaces que la crise induit sur leurs moyens de subsistance traditionnels. La hausse du coût des denrées de base, des niveaux plus élevés d'endettement, et un accès limité au crédit ont aussi contribué à une détérioration du niveau de vie. Les ménages ont des moyens limités pour faire face à la crise au-delà de l'augmentation de

leurs heures de travail, surtout pour les femmes, et ils ajustent leurs habitudes de consommation alimentaire en faveur de denrées de qualité inférieure. La crise a aussi accru les tensions au sein de certaines communautés, et elle semble affaiblir les mécanismes traditionnels de solidarité entre les ménages. Ainsi apparaît l'image d'une société ayant réalisé des avancées considérables au cours des quinze dernières années, mais qui demeure vulnérable aux chocs externes et internes.

5. Conclusion

Une quinzaine d'études sur la pauvreté en Afrique Occidentale et Centrale ont été mises à disposition des lecteurs via ce double numéro spécial de *Perspective Afrique*. Comme cela a été mentionné en introduction, l'objectif n'était pas de réaliser des travaux innovateurs, mais plutôt de rendre accessibles une série d'estimations et profils de la pauvreté réalisés, dans la plupart des cas, dans le cadre de la préparation ou de la révision des stratégies de réduction de la pauvreté des pays concernés. Faute de place, mais aussi parce que certaines études sont encore en cours, plusieurs études additionnelles pour d'autres pays d'Afrique Occidentale et Centrale n'ont pas été incluses dans ce double numéro spécial, mais certaines de ces études pourraient le cas échéant être mises à disposition des lecteurs dans le cadre de numéros futurs de la revue.

Bibliographie

- Dessus, S., S. Herrera, et R. De Hoyos. 2008. "The Impact of Food Inflation on Urban Poverty and its Monetary Cost: Some Back of the Envelope Calculations." *Agricultural Economics* 39:417–29.
- Ivanic, M., et W. Martin. 2008. "Implications of Higher Global Food Prices for Poverty in Low-Income Countries." *Agricultural Economics* 39:405–16.
- Wodon, Q., et H. Zaman. 2010. "Higher Food Prices in Sub-Saharan Africa: Poverty Impact and Policy Responses." *World Bank Research Observer* 25: 157-176.
- Wodon, Q., C. Tsimpo, P. Backiny-Yetna, G. Joseph, F. Adoho, et H. Coulombe. 2008. "Potential Impact of Higher Food Prices on

Poverty: Summary Estimates for a Dozen West and Central African Countries.” Policy Research Working Paper 4745, World Bank, Washington, DC.